

rité. Pour être efficace, il doit s'appuyer sur un système de surveillance et de détection qui nous donne en permanence un bilan des activités menées sur terre, dans l'air et en mer. À ce contrôle doit également s'ajouter la capacité voulue pour intercepter les avions et les navires se livrant à des activités non autorisées ou illégales — qu'il s'agisse d'intrus civils faisant le trafic de la drogue ou d'intrus militaires testant nos défenses. Pour la plupart des pays, l'exercice de ce contrôle va de soi. Dans notre cas, il s'agit d'une tâche énorme étant donné la longueur de nos côtes, l'immensité de notre territoire, la rigueur de notre climat et la taille proportionnellement petite de notre population.

Nombre de facteurs influenceront sur les décisions dans ce domaine. Il faut notamment se demander si nos ressources militaires consolident au maximum notre influence sur les questions de paix et de sécurité internationales. *Y a-t-il des moyens rentables de renforcer notre sécurité militaire et d'accroître notre influence politique internationale? Y a-t-il d'autres approches que nous pourrions choisir pour appuyer nos objectifs de politique étrangère?*

#### **La sécurité collective dans le cadre de l'OTAN**

Lorsqu'il est apparu qu'on ne pouvait se fier à l'ONU pour garantir la sécurité d'un État et pour faire échec aux ambitions territoriales de l'Union soviétique en Europe, les pays occidentaux ont conclu un arrangement régional de défense collective — l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). L'objectif premier de l'OTAN était et demeure de *décourager* l'agression contre l'un de ses membres en présentant un front commun — dans la conviction qu'il est préférable d'empêcher la guerre plutôt que d'avoir à la mener; et infiniment moins coûteux.

Il n'a jamais été sérieusement question que nous adoptions une position de neutralité entre l'Est et l'Ouest. Nous sommes déterminés à soutenir et à défendre nos idéaux de liberté et de démocratie, et la nécessité de nous défendre est réelle. D'où notre appartenance à l'OTAN et notre collaboration avec les États-Unis à la défense de l'Amérique du Nord.

#### **Contrôle des armements et désarmement**

Il se dégage un large consensus au Canada voulant que la défense et la dissuasion ne soient qu'une dimension de la sécurité internationale,

et que des accords efficaces de contrôle des armements et de désarmement constituent un complément nécessaire. Les Canadiens doivent s'interroger sur l'équilibre à établir entre ces deux dimensions et sur la façon dont nous pouvons, en tant que pays acquis à la paix, bon médiateur et négociateur, et possédant de solides connaissances techniques, mettre notre influence au service de la sécurité internationale.

En renonçant à nous doter d'armes nucléaires, nous avons posé un exemple, mais nous nous sommes aussi privés d'une place à la table des négociations. Nous n'en avons pas moins persisté au sein de l'OTAN et aux Nations Unies, ainsi que sur le plan bilatéral, à encourager les puissances nucléaires à s'entendre sur des réductions substantielles de leurs arsenaux nucléaires, tant stratégiques que tactiques.

Il se pourrait que nous ayons ultimement à prendre des décisions sur certains des intérêts divers et parfois contradictoires, tant au niveau stratégique et technique que sur le plan du contrôle des armements, qui entrent en jeu dans la défense stratégique. On a dit de l'Initiative de défense stratégique (IDS) des États-Unis non seulement qu'elle pourrait éventuellement permettre de renforcer la dissuasion et d'éliminer les armes nucléaires, mais aussi qu'elle pourrait menacer la stabilité stratégique. En outre elle pourrait s'avérer un effort de recherche prodigieux, éclipsant le projet Apollo sur le plan du coût et de la complexité technique. Ses retombées technologiques sur les secteurs militaire et civil pourraient être considérables. Nous devons nous assurer que la défense stratégique peut accroître plutôt qu'affaiblir notre sécurité. Nous devons aussi nous demander dans quelle mesure nos intérêts économiques et techniques sont mis en jeu.

La diplomatie multilatérale du désarmement comporte des enjeux élevés. Les conférences et les alliances sont d'importants moyens de promouvoir les objectifs de désarmement et de contrôle des armements. Elles fournissent un mécanisme essentiel permettant aux petites et moyennes puissances de faire entendre leur voix. C'est pourquoi nous avons tenté d'utiliser au maximum les mécanismes multilatéraux existants. Les Canadiens songent-ils à des idées nouvelles et concrètes que nous pourrions injecter dans ces discussions? Les Canadiens croient-ils que les mesures déclaratoires, comme les propositions